

Entretien avec la Fédération Anarchiste de Río de Janeiro (FARJ)

Réalisé entre décembre 2007 et février 2008
Traduction : Thierry Libertad ¹

Interview avec la Federação Anarquista do Rio de Janeiro (FARJ) réalisée par Thierry Libertad pour la revue virtuelle *Divergences*, entre décembre 2007 et février 2008 ².

T.L. – Qu’est-ce que la FARJ et depuis quand existe-t-elle ?

Fédération Anarchiste de Rio de Janeiro : la FARJ est une organisation anarchiste spécifique, fondée le 30 août 2003. Elle est le résultat d’un processus de lutte et d’organisation à Rio de Janeiro qui remonte à des dizaines d’années. L’objectif, lors de sa création, était de consolider une organisation anarchiste qui tenterait de récupérer le vecteur social perdu par l’anarchisme brésilien, depuis les années 30. Influencés par l’histoire de résistance de l’anarchisme à Rio de Janeiro, nous avons publié, lors de sa création, un « Manifeste de fondation » où s’affirme notre volonté de lutter pour un anarchisme organisé. Nous avons également publié une « Charte de Principes », dans laquelle nous avons défini tout ce qui guide nos actions : liberté, éthique et valeurs, fédéralisme, internationalisme, autogestion, action directe, lutte des classes, combat politique, participation aux luttes sociales, solidarité.

T.L. – Qu’entendez-vous par « récupérer le vecteur social » ?

FARJ. – Nous désignons par vecteur social de l’anarchisme sa présence et son influence dans les mouvements populaires et dans la lutte des classes. En réalité l’anarchisme, en tant que proposition

¹ Le texte a été corrigé, révisé et annoté par nos soins.

² *Divergences*, revue libertaire internationale en ligne, <http://divergences.be/>

pertinente et conséquente, n'a jamais disparu du Brésil, mais a perdu, au cours des années 30, son premier grand vecteur social, représenté, à cette époque, par le syndicalisme révolutionnaire. Les raisons en sont multiples : la relation de dépendance des syndicats envers l'État, la répression des autorités et l'offensive bolchevique. Selon Malatesta, les anarchistes devraient être dans tous les espaces où se manifestent les contradictions du capitalisme, agissant de la manière la plus libertaire possible. C'était ce qui guidait les anarchistes quand ils sont entrés dans les syndicats. Mais, beaucoup d'anarchistes, concevant le syndicalisme comme une fin en soi, ont délaissé l'organisation anarchiste spécifique.

C'est un des autres facteurs qui explique la perte de ce vecteur. Les anarchistes brésiliens, parmi lesquels José Oiticica, avaient déjà remarqué que ce mouvement fort, qui se développait depuis le début du 20^e siècle, ne se suffisait pas à lui-même, mais qu'il représentait, pour les anarchistes, un champ d'action dans lequel ils devaient intervenir, organisés politiquement et structurés idéologiquement au sein d'une organisation anarchiste spécifique. Quand les problèmes du syndicalisme que nous venons de citer se sont posés, le fait que les anarchistes ne soient pas mieux structurés idéologiquement a contribué à ce qu'ils ne retrouvent pas d'autre vecteur social.

Conséquence de la perte de ce vecteur, les anarchistes se sont réfugiés dans les ligues anticléricales, les centres culturels, les athénées, les écoles, les collectifs éditoriaux, les associations théâtrales, etc. Ces espaces étaient – et sont toujours – des initiatives intéressantes et vitales, mais acquièrent une signification plus importante quand elles sont liées à un mouvement social réel. Coupées d'une véritable pratique sociale, ces initiatives n'ont pas été capables de favoriser la propagande et l'agitation, comme le prétendaient les compagnons qui y participaient. Nous considérons que, depuis les problèmes avec le syndicalisme, l'anarchisme n'est pas parvenu à retrouver de vecteur social. C'est pourquoi notre objectif est de contribuer, par la lutte, à trouver de nouveaux mouvements sociaux qui pourraient permettre une « réinsertion » de l'anarchisme.

T.L. – Qui est à l’origine de la création de la FARJ ?

FARJ. – En 2002, notre idée était d’étudier les différents modèles d’organisation anarchiste et de fonder une fédération ayant pour objectif de coordonner et de favoriser le développement de l’anarchisme à Rio de Janeiro. Nous avons commencé par un cycle d’études, à la Bibliothèque Sociale Fábio Luz (BSFL), où nous avons discuté des textes classiques de Bakounine, Malatesta, Fabbri ; des documents tels que la Plateforme Organisationnelle des Communistes libertaires, ainsi que les modèles d’organisations spécifiques (telle que la Fédération Anarchiste Uruguayenne – FAU) ou synthésiste (comme la Fédération Anarchiste Francophone – FA). A la fin de ce processus, des divergences ont surgi au sein du groupe. Quelques participants ont alors décidé de partir et de créer une autre organisation. Le groupe qui est resté jusqu’à la fin des débats a fondé la FARJ.

T.L. – Quel a été finalement le modèle d’organisation adopté ?

FARJ. – Nous avons opté pour le modèle spécifique – également connu sous le nom de « spécifisme » ou « anarchisme organisé » – en grande partie inspiré de celui de la FAU. Suite aux discussions que nous avons eues, nous sommes arrivés à la conclusion qu’il était indispensable de travailler avec les mouvements populaires et sociaux. Pour cela, nous devons créer une organisation axée sur l’engagement militant. Une organisation de ce type défend des positions claires : la nécessité de s’organiser, l’organisation agissant en tant que minorité active, l’unité théorique et tactique, la production de théorie, la nécessité d’un travail et d’une insertion sociale, l’anarchisme considéré comme un instrument pour la lutte des classes avec pour objectif un projet socialiste libertaire, la distinction entre les niveaux de l’action politique (de l’organisation anarchiste) et sociale (des mouvements populaires) et la défense d’un militantisme suivant une stratégie définie. Il est évident que cette organisation n’est pas née en travaillant avec tous ces concepts, mais nous avons perfectionné notre travail sur ce point au cours des années.

T.L. – Pouvez-vous détailler un peu plus la manière dont fonctionne cette organisation ?

FARJ. – Ce modèle considère que la fonction de l'organisation spécifique anarchiste est de coordonner et de faire converger les forces militantes, en construisant un instrument de lutte solide et efficace, ayant pour objectif final la révolution sociale et le socialisme libertaire. Sans organisation (ou peu), nous estimons que le travail, mal articulé ou même isolé, où chacun fait ce qu'il veut, est inefficace. Le modèle d'organisation que nous défendons cherche à multiplier les résultats et l'efficacité des forces militantes. Selon ce modèle, l'organisation spécifique anarchiste agit comme une minorité active, c'est-à-dire un groupe d'anarchistes, organisés au niveau politique et idéologique, qui concentre son action sur les mouvements sociaux, les syndicats, etc.

Dans ce travail, l'organisation – la minorité active – cherche à influencer les mouvements et les luttes dans lesquelles elle est investie, afin que leur mode de fonctionnement soit le plus libertaire possible. Quand elle agit au niveau social, la minorité active ne cherche pas à acquérir une situation de privilège, elle n'impose pas sa volonté, elle ne lutte pas pour les mouvements sociaux, mais avec eux. C'est en cela qu'elle se différencie de l'« avant-garde » marxiste-léniniste. L'idéologie doit être dans le mouvement social et non à l'extérieur.

Pour nous, l'unité théorique est indispensable. L'organisation ne peut pas fonctionner avec n'importe quelle théorie, ou avec de multiples théories, l'influence de plusieurs ou de quelconques théories ; cela conduirait à un manque d'articulation, voire même à une articulation conflictuelle du fait de la pluralité des conceptions, ce qui mènerait, sans aucun doute, à des pratiques erronées, confuses et, dans tous les cas, peu efficaces. Cette unité doit toujours être obtenue collectivement et de manière horizontale au sein de l'organisation. L'unité théorique va de pair avec l'unité d'action. A travers elle, l'organisation agit pour mettre en pratique les actions correspondant à la stratégie de lutte adoptée. Une fois définis la ligne théorique et idéologique, ainsi qu'un programme stratégique, tous les

militants – l'organisation étant considérée comme un tout – ont pour obligation de mener à bien toutes les actions tactiques définies dans le programme stratégique. En résumé, tous doivent « ramer dans la même direction ».

Ce modèle d'organisation se caractérise par l'insistance qu'il porte à la nécessité du travail et de l'insertion sociale. Le travail social est l'activité que mènent les anarchistes organisés au sein des mouvements sociaux et populaires ; l'insertion sociale est la pénétration des idées et des concepts libertaires au sein de ces mouvements. Si nous luttons pour une société sans exploitation ni domination, il est incohérent de le faire sans l'engagement de celui qui est la première victime de la société capitaliste de classe : le peuple exploité et soumis.

Revendiquer cette position ne signifie pas idolâtrer le peuple ou croire qu'il est révolutionnaire par essence, mais juste être en accord avec l'idée que la lutte contre l'exploitation ne peut être menée qu'avec la participation de ceux qui sont le plus exploités. C'est pourquoi nous incitons fortement à l'activité au sein des mouvements populaires, autonomes et combatifs, ou même à leur création. Nous pensons que l'anarchisme, pour se développer, doit être utilisé comme instrument au service de la lutte des classes.

Une autre caractéristique de ce modèle d'organisation réside dans la distinction qu'il fait entre l'activité sur le plan politique et sur le plan social. Nous ne pensons pas que le mouvement social doive se soumettre à l'organisation politique (comme le revendiquent les autoritaires) ; pour nous, il y a une relation complémentaire et dialectique, indissociable entre les deux. Ainsi, le politique (l'organisation anarchiste) doit intervenir au niveau social (dans les mouvements), mobilisé autour de questions pragmatiques pour l'amélioration des conditions de vie de la classe exploitée.

Pour que cela se fasse avec cohérence, les stratégies doivent être élaborées au sein de l'organisation anarchiste : c'est ici que s'analyse la conjoncture ; on y traite du contexte mondial, national ou régional ; on y étudie les mouvements et les forces populaires en jeu, leurs influences et leurs potentiels, ainsi que les questions de politique institutionnelle qui ont des conséquences sur les milieux

dans lesquels nous nous proposons d'agir. C'est également au sein de l'organisation spécifique que se font les réflexions sur les objectifs à long terme, c'est-à-dire, où nous forgeons nos conceptions de la révolution sociale et du socialisme libertaire. Ensuite, et c'est le plus difficile, on y tente de réfléchir aux moyens d'action qui permettront d'atteindre de tels objectifs, ou tout du moins, faire en sorte qu'ils deviennent plus palpables.

La stratégie devra répondre à la question suivante : comment sortir de là où nous sommes pour arriver là où nous voulons ? Les objectifs stratégiques, ou grands objectifs, constituent la ligne « macro » (diagnostic, objectifs à court, moyen et long terme). La ligne « micro », c'est-à-dire, la tactique, quant à elle, détermine les actions que mettront en pratique les militants ou les groupes. Il est évident que la réalisation des objectifs tactiques nous rapproche toujours davantage des objectifs stratégiques. Ainsi, le type d'organisation que nous avons choisi exige de la part de ses militants un haut niveau d'engagement.

T.L. – Qui intègre la FARJ et comment fonctionne-t-elle ?

FARJ. – La FARJ est une organisation qui rassemble, d'un côté, des militants organiques et de l'autre, ce que nous pourrions appeler un « réseau de soutien », composé de personnes qui nous aident de différentes manières. Les militants organiques sont répartis sur ce que nous appelons des « fronts de travail », ou « fronts d'insertion ». Jusqu'en 2007, nous avons travaillé sur deux fronts : un sur les occupations urbaines, l'autre communautaire.

A partir de 2008, nous en avons créé un troisième, celui agro-écologique. La politique menée sur ces fronts est déterminée collectivement par l'organisation, mais ils possèdent une certaine autonomie pour la mettre en pratique. De la même manière, l'organisation est informée, dans les grandes lignes, de ce qui est réalisé sur les fronts et en discute collectivement. Notre fonctionnement est basé sur ce processus : nous déterminons, après l'avoir discuté, une politique et l'appliquons sur les « fronts d'insertion », puis nous observons, analysons et discutons ensuite les résultats concrets de son application.

T.L. – Comment se situe la FARJ dans l’histoire du mouvement libertaire brésilien ?

FARJ. – Notre histoire est très liée au militantisme d’Ideal Peres. Ideal était le fils de Juan Pérez Bouzas, un immigrant espagnol, cordonnier et anarchiste, qui a joué un grand rôle dans le mouvement libertaire à partir de la fin des années 1910. Militant actif de l’Alliance des Ouvriers de la Chaussure et de la Fédération Ouvrière de São Paulo (FOSP), il s’est distingué en participant à nombre incalculable de grèves, de piquets et de manifestations. Dans les années 30, il a milité dans la Ligue Anticléricale.

En 1934, son rôle a été décisif dans la Bataille de Sé – quand les anarchistes, sous les rafales de mitrailleuses, repoussèrent les « intégralistes » (fascistes), aux côtés de l’Alliance Nationale de Libération (ANL), une organisation qui luttait contre le fascisme, l’impérialisme et le latifundisme (grande propriété terrienne). Ideal Peres est né en 1925 et a commencé à militer en 1946. Il a participé à la Jeunesse Libertaire Brésilienne, à l’Union de la Jeunesse Libertaire Brésilienne, aux journaux *Ação Direta* et *Archote*, à l’Union des Anarchistes de Rio de Janeiro ainsi qu’aux Congrès Anarchistes qui se sont tenus au Brésil. Il a joué un rôle important au sein du Centre d’Études Professeur José Oiticica (CEPIO), lieu où se tenaient des cours et des discussions ayant pour « toile de fond » l’anarchisme.

Lorsqu’il a été fermé par la dictature en 1969, Ideal a été arrêté et retenu pendant un mois dans l’ancien Département d’Ordre Politique et Social (DOPS). Après son incarcération, Ideal a organisé, au cours des années 70, un groupe d’études qui se réunissait chez lui. L’objectif était d’attirer les jeunes intéressés par l’anarchisme pour, entre autres, les mettre en contact avec les vieux militants et établir des liens avec les autres anarchistes du Brésil. Ce groupe sera à l’origine du Cercle d’Études Libertaires (CEL), dont Ideal et Esther Redes, sa compagne, seront les principaux artisans.

Le CEL a fonctionné à Rio de Janeiro de 1985 à 1995. Autour de lui (ou même en son sein), se sont formés d’autres groupes, tels que le Groupe Anarchiste José Oiticica (GAJO), le Groupe Anarchiste

Action Directe (GAAD), le Collectif Anarchiste Étudiant-9 juillet (CAE-9), le groupe Mutirão, de même que des publications comme *Libera...Amore Mio* (fondée en 1991 et qui existe encore aujourd'hui), la revue *Utopia* et le journal *Mutirão*. De plus, le CEL a été à l'origine d'événements, de campagnes et de dizaines (sinon de centaines) d'exposés et de débats. Actuellement, dans la FARJ, il y a des compagnons qui sont arrivés à l'époque du groupe d'études qui se tenait chez Ideal, et d'autres qui sont arrivés à l'époque du CEL.

A la mort d'Ideal Peres, le CEL a décidé de lui rendre hommage en transformant son nom en Cercle d'Études Libertaires Ideal Peres (CELIP). Le CELIP a prolongé le travail du CEL, avec la responsabilité de fédérer le militantisme de Rio de Janeiro et de continuer le travail de réflexion théorique. Le CELIP a poursuivi la publication de *Libera*, lui permettant ainsi d'établir des relations avec des groupes dans tout le pays mais aussi de l'extérieur. Il a apporté d'importantes réflexions sur des sujets qui étaient à l'ordre du jour au Brésil et sur le monde tel qu'il était à cette époque et s'est chargé de diffuser des textes et des nouvelles des différents groupes brésiliens. Les exposés et les débats se sont poursuivis, auxquels ont participé de nouveaux militants.

Les relations que quelques militants entretenaient avec la Fédération Anarchiste Uruguayenne (FAU) ont fini par influencer de façon significative le modèle d'anarchisme qui se développait au sein du CELIP. Ce dernier a co-organisé les Rencontres Provinciales des Étudiants Libertaires de Rio de Janeiro (ENELIB), en 1999 ; il a participé aux Rencontres Internationales de Culture Libertaire à Florianópolis en 2000 ; et il a apporté sa contribution aux activités de l'Institut de Culture et Action Libertaire de São Paulo (ICAL). Il a aussi repris la lutte aux côtés des travailleurs du pétrole, en renouant les liens entre anarchistes et syndicalistes du secteur pétrolier – des liens qui dataient des années 1992/1993, lorsqu'ils ont occupé ensemble le siège de Petrobrás, constituant ainsi la première occupation d'une administration « publique » depuis la fin de la dictature militaire. En 2001, cette lutte commune a repris et a culminé lors d'un campement de plus de dix jours, en 2003, où anarchistes et travailleurs du pétrole ont lutté pour l'amnistie des

camarades renvoyés pour raisons politiques. Ce sont quelques-unes des activités que le CELIP a réalisé.

En 2002, nous avons créé un groupe d'études pour débattre de la possibilité de créer une organisation anarchiste, et comme nous l'avons dit plus haut, le résultat de ce groupe a été la fondation de la FARJ en 2003. Pour nous, il y a donc un lien direct entre l'activité militante d'Idéal Peres, la constitution du CEL, son mode de fonctionnement, sa transformation en CELIP, et la fondation subséquente de la FARJ.

T.L. – Quelles sont vos références idéologiques, nationales et internationales ?

FARJ. – Étant donné que le courant spécifique ne s'est pas beaucoup développé au Brésil, nos références idéologiques, au niveau national, s'appuient sur quelques initiatives du passé et sur d'autres, plus récentes, que nous considérons comme issues du même courant. Depuis les premières années du XX^e siècle, les anarchistes adeptes de « l'organisation » (l'équivalent de ce que l'on désigne aujourd'hui par « spécifisme »), en particulier les partisans de Malatesta, se sont efforcés d'organiser le plus grand nombre de compagnons en vue de former une organisation dotée de stratégies et de tactiques communes, et basée sur des accords tacites³ et consentis par tous.

Ce furent ceux-là même les responsables de la réalisation du premier Congrès ouvrier brésilien, en 1906, et des initiatives les plus vigoureuses de l'anarchisme brésilien. Ces anarchistes ont préparé les conditions qui ont permis la pleine insertion des libertaires dans les syndicats, dans la vie sociale, et ont contribué à la formation d'écoles et de groupes de théâtre, sans oublier une raisonnable production écrite. Le courant « organisationniste » a été, en grande

³ Le texte portugais dit effectivement : « baseada em acordos tácitos e de claro entendimento do grupo. » Il s'agit sans doute d'un lapsus, car un accord « tacite » est un accord non-dit, ce qui n'est pas cohérent avec le texte. (du latin *tacere*=se taire, taire). Il s'agit sans doute d'un accord *explicite*.

partie, l'un des promoteurs de la préparation de l'Insurrection anarchiste de 1918 et de la création de l'Alliance Libertaire de Rio de Janeiro. Il est également à l'origine de la formation du Parti Communiste Brésilien, d'inspiration libertaire en 1919, et des événements qui ont opposé les anarchistes aux bolcheviques dans les années 20. De cette première époque, se distinguent les noms de Neno Vasco, José Oiticica, Domingos Passos, Juan Pérez Bouzas, Astrojildo Pereira (jusqu'en 1920) et Fábio Luz.

Ensuite, après une période de léthargie de l'anarchisme social pendant presque vingt ans, une partie de la tradition « organisationniste » a resurgi au sein du journal *Ação Direta* (Action Directe). Mais, avec le putsch militaire de 1964, nous avons de nouveau perdu notre principale force dans ce camp, représentée par Ideal Peres et les étudiants du Mouvement Étudiant Libertaire.

Sur le plan extérieur, plus particulièrement latino-américain, nous partageons des affinités avec l'héritage historique du magonisme, qui correspond à la phase de radicalisation du Parti Libéral Mexicain, entre 1906 et 1922. Au cours de cette période, ce mouvement, qui reçut le nom de son militant le plus actif, Ricardo Flores Magón, a entrepris, depuis l'exil, plusieurs actions de guérilla. Il a été capable, malgré les limites de l'anarchisme syndical mexicain, d'aller plus loin que les apparences et, de manière symbiotique, de rapprocher son idéologie des demandes historiques des paysans mexicains, se convertissant ainsi en un vecteur fondamental d'une révolution radicale.

Il est nécessaire de rappeler que, au milieu de la sanglante guerre révolutionnaire, il y a eu, entre magonistes et zapatistes, un rapprochement important. Nous sommes également influencés par la Fédération Anarchiste Uruguayenne (FAU), principalement par son modèle d'organisation bakouniniste/malatestien et par son activité sur les différents fronts (étudiant, communautaire et syndical), avec la priorité qu'il accorde au thème travail/insertion sociale et à la distinction qu'il fait entre les niveaux d'action.

Enfin, bien évidemment, nous sommes très influencés par les classiques – Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta – et par le

rôle qu'ont joué les anarchistes dans les révolutions russe et espagnole.

T.L. – Comment se situe la FARJ dans le vieux débat entre synthèse et plateforme ?

FARJ. – Notre organisation ne s'insère dans aucun de ces modèles. Tout d'abord, nous croyons qu'il n'y a pas qu'une seule formule pour résoudre la question de l'organisation anarchiste. Mais, comme nous l'avons déjà dit, elle doit « faire en sorte que l'anarchisme retrouve son lieu d'origine dans le champ de la lutte des classes », comme ce fut le cas à d'autres époques grâce au travail des militants. Selon nous, l'organisation doit être adaptée au contexte dans lequel elle prétend agir et aux forces sociales en présence. Pour être brefs, nous considérons que cette nécessité, pour l'anarchisme de retrouver son vecteur social, ou sa place dans la lutte des classes, fait que la synthèse n'est pas suffisante.

Cette conception, qui vise à réunir dans une même organisation tous ceux qui se considèrent comme anarchistes, engendre une « unité » autour de la critique du système (capitalisme, État, démocratie représentative), une certaine affinité quant aux objectifs à long terme mais ne parvient pas à répondre à la question « comment agir ? ». Pour nous, ce modèle gaspille beaucoup d'efforts pour rien (travail sans coordination, conflits, longues tentatives de consensus – qui souvent peuvent être manipulés par une minorité – et des discussions stériles telles que « est-ce que les anarchistes doivent agir socialement ? » ou « sommes-nous partisans de la lutte des classes ? », etc.). Le fait que la synthèse classique inclue les individualistes au sein de l'organisation anarchiste est un problème pour nous.

Quant à la Plateforme, elle doit être comprise dans le contexte dans lequel elle a été écrite et sur la base des expériences de la Révolution russe dans lesquelles ont été impliqués Makhno, Archinov.... Elle défend un modèle d'organisation correspondant à un moment révolutionnaire particulier, et il faut prendre en compte le fait que nous ne sommes pas dans l'un de ces moments. Pour nous, ce modèle n'a pas besoin d'être appliqué dans des situations non-

révolutionnaires. Nous pensons que la Plateforme a apporté d'importantes contributions, tel que le débat sur l'engagement militant, une réflexion sur le problème de la désorganisation et le manque de responsabilité de certains secteurs de l'anarchisme, une critique de l'individualisme et de l'exacerbation des ego. Nous devons cependant reconnaître qu'il y a eu des anarchistes qui, à certains endroits, ont complètement modifié le sens de la Plateforme, l'utilisant pour justifier l'autoritarisme au sein de l'anarchisme. Si on réfléchit aux pratiques et à la conception de l'anarchisme de Makhno et des autres Ukrainiens qui ont participé à la Révolution russe et ont ensuite formé le groupe Dielo Trouda, cela n'a pas de sens.

Il nous semble qu'à l'heure actuelle, nous devons penser aux moyens de récupérer le vecteur social perdu par l'anarchisme. Chaque organisation anarchiste partageant cet intérêt, doit chercher une forme d'organisation qui lui procure le plus de succès (toujours en respectant l'éthique anarchiste) et qui corresponde à la réalité sociale.

T.L. – Dans quels projets est impliqué le Front d'Occupations et quelles sont ses activités ?

FARJ. – Ce front est impliqué dans le soutien aux occupations urbaines qui, au Brésil, possèdent un caractère un peu différent de celles qui ont lieu dans d'autres endroits du monde. Ici, les occupations sont effectuées par des personnes pauvres, victimes de violences policières ou du trafic de drogues dans les favelas, ou qui vivent sous des ponts ou des autoroutes – une situation qui n'a rien d'extraordinaire dans les grandes villes brésiliennes. Les familles qui n'ont pas où dormir finissent par occuper des espaces qui ne sont pas utilisés, donnant ainsi à ces occupations une finalité sociale. Aujourd'hui ce front travail avec cinq occupations urbaines.

C'est le résultat d'une activité qui existe depuis 2003 – mais de façon plus organisée qu'auparavant (nous avons déjà eu des expériences de travail avec les occupations urbaines à la fin des années 90) et comme front de l'organisation. Nous avons milité au sein du Front Internationaliste des Sans-Toit (FIST), que nous avons créé avec d'autres compagnons et qui a réussi à tenir 11 occupations.

Néanmoins, il y a peu, nous avons quitté le FIST et nous agissons maintenant directement (FARJ-occupations) avec les occupations les plus réceptives aux idées et aux pratiques libertaires. Nous avons obtenu une forte reconnaissance grâce à ce travail, tant de la part des occupations que des mouvements sociaux de Rio de Janeiro.

Notre travail et notre participation au sein des occupations sont quotidiens (certaines d'entre-elles ont compté ou comptent encore parmi elles des militants de la FARJ) ; nous les aidons à s'organiser et, dans les assemblées, nous stimulons l'auto-organisation, l'action directe, la démocratie directe, etc. Nous cherchons aussi à connecter les occupations aux autres mouvements sociaux de Rio de Janeiro. Nous avons ainsi des relations avec le Mouvement des Travailleurs Sans-emploi (MTD), avec le Conseil Populaire (une coordination de mouvements sociaux). En 2007, nous avons participé à l'occupation de l'Agence Nationale du Pétrole (ANP) avec d'autres mouvements sociaux. Nous avons aussi des militants en contact avec le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST). L'un d'eux donne d'ailleurs des cours de formation à l'école Florestan Fernandes (dans l'État de São Paulo) ainsi qu'à Rio de Janeiro.

Pour répondre à une importante demande, nous avons été à l'origine d'un projet « transversal », connu sous le nom d'Université Populaire, dans lequel s'insèrent tous les fronts. Cette initiative s'est tellement développée qu'elle est devenue un projet d'éducation populaire anticapitaliste, destinée à la transformation de la société, avec pour tactique la formation politique au sein des mouvements populaires.

T. L. – Et le Front Communautaire ?

FARJ. – C'est lui qui est responsable de notre Bibliothèque Sociale Fábio Luz (BSFL). Elle existe depuis 2001 et possède plus de 1000 livres sur l'anarchisme, ainsi que sur des thématiques variées. Les archives de publications anarchistes contemporaines provenant du monde entier sont très importantes. Le front communautaire est également responsable de la gestion du Centre de Culture Sociale de Río de Janeiro (CCS-RJ). Situé au nord de la ville, cet espace social ouvert accueille de nombreuses activités : un

compagnon réalise un travail de recyclage en créant des chaises, des canapés, des œuvres d'art, etc., avec des objets recueillis dans les poubelles ; on y propose également du soutien scolaire et une préparation pour l'entrée à l'université pour les jeunes défavorisés du quartier de Morros dos Macacos, ainsi que des ateliers de théâtre, des événements culturels, des fêtes et des réunions en tout genre. Dans l'enceinte de la BSFL, se réunit le Groupe de Recherche Marques da Costa (NPMC), fondé en 2004, qui a pour objectif de produire la réflexion théorique de l'organisation et de faire des recherches sur l'histoire de l'anarchisme à Rio de Janeiro. Il y aussi le CELIP qui est un groupe « ouvert au public ». Pour le moment il ne fonctionne pas beaucoup, mais il a pour projet de réaliser des exposés et des débats afin d'attirer de nouvelles personnes intéressées par l'anarchisme.

T.L. – Je sais que le Front Agro-écologique est nouveau, mais pourriez-vous nous parler un peu de ses activités ?

FARJ. – Notre front le plus récent s'est formé à partir du Groupe d'Alimentation et de Santé Germinal, crée en 2005. Le groupe Germinal fonctionne en autogestion. Il s'intéresse aux questions d'alimentation et d'écologie. L'un de ses objectifs est de soutenir des expériences d'agriculture déjà existantes et de stimuler l'émergence de nouveaux projets, toujours selon une perspective libertaire. Structuré autour de l'espace « ¡Ay Carmela ! » et d' « Ateliers Pédagogiques », son but est d'agir sur la consolidation et la sauvegarde de l'agriculture, de l'agro-écologie, de l'écologie sociale, de l'éco-alphabétisation et de l'économie solidaire.

Ces ateliers sont destinés aux travailleurs, aux militants des mouvements sociaux et aux étudiants. Des Déjeuners Dansants Végétariens sont également organisés de temps à autre au CCS-RJ. A présent qu'il s'est constitué en notre troisième front, il va chercher à définir ses activités prioritaires, les espaces où il peut s'insérer, etc. Nous espérons obtenir de bonnes récoltes avec la création de ce nouveau front.

T.L. – Y a-t-il des projets propres à la FARJ qui n'aient aucune relation avec un front spécifique ?

FARJ. – Il y a des activités qui sont liées à l'organisation en général comme, par exemple, les publications. Nous éditons le journal *Libera* et la revue *Protesta !* (en collaboration avec les compagnons du Collectif Anarchiste Terre Libre de São Paulo) ; nous publions des livres, tels que *l'Anarchisme Social* de Franck Mintz, *l'Anarchisme aujourd'hui* de l'Union Régionale Rhône-Alpes et *Ricardo Flores Magón* de Diego Abad de Santillán. Nous menons un travail interne de mise à niveau, de préparation et de formation théorique des militants. Nous essayons également de retravailler nos relations externes, entre autres choses.

T. L. – Quels sont vos buts et perspectives ?

FARJ. – Nous nous considérons comme une organisation révolutionnaire. C'est pourquoi la révolution sociale et la construction du socialisme libertaire constituent notre objectif à long terme. A court terme, nos objectifs pour 2008 sont : poursuivre le travail avec les occupations et le renforcer, travailler à la formation politique dans les occupations dans le cadre du projet de l'Université Populaire, maintenir des relations avec les mouvements sociaux et intégrer d'autres mobilisations sur Rio de Janeiro ; maintenir, repenser et augmenter les travaux du CCS-RJ, de la Bibliothèque Fábio Luz, installer la coopérative Fásca Publicações dans le CCS-RJ, consolider les travaux du front agro-écologique, chercher d'autres espaces d'intervention, réunir de nouveaux militants, continuer la formation interne, les relations externes et les publications. Voilà, dans les grandes lignes, nos projets.

T.L. – Actuellement, dans quelle situation se trouve le mouvement libertaire brésilien ?

FARJ. – De notre point de vue, il n'y a pas de « mouvement libertaire brésilien », car l'idée de « mouvement » implique une articulation plus ou moins effective entre les groupes qui, actuellement, n'existe pas. Avec la fin de la dictature militaire, dans les années 80, il y a eu une résurgence de l'anarchisme. Quelques

personnes, qui étaient isolées ou effectuaient un travail de résistance (principalement dans le milieu culturel), ont alors « repris du service », et d'autres les ont rejoints. À ce moment-là, l'anarchisme suscitait beaucoup d'intérêt de la part du « grand public ».

A partir des années 90, les positions libertaires se sont approfondies. De nombreux anarchistes, qui avaient des affinités communes mais se trouvaient dans des villes et des provinces différentes, ont commencé à discuter plus en détail des questions d'organisation, des priorités du groupe ou de l'organisation anarchiste, etc. Naturellement, cela a conduit, au cours des années 90 et au début des années 2000, à une fragmentation. Chaque groupe commence alors à agir avec celui ou ceux avec qui il partage des affinités. Une tendance spécifique (présente déjà dans les 90), inspirée par la FAU, surgit et lance la proposition de la Construction Anarchiste Brésilienne ; elle sera à l'origine de presque tout le milieu spécifique brésilien. Une tendance plus synthésiste, inspirée du modèle de la Fédération anarchiste francophone, finit par former quelques groupes. Enfin, une ligne plus individualiste, ou postmoderne, se développe, principalement depuis 2000.

Aujourd'hui, l'anarchisme est très fragmenté au Brésil. Jusqu'en 2003, nous avons été liés à cette tendance spécifique. Puis la rupture s'est produite pendant la formation de notre organisation (durant le groupe d'études). Les groupes qui discutaient de la formation du Forum de l'Anarchisme Organisé (FAO) ont préféré intégrer l'organisation rivale qui s'était formée à Rio de Janeiro (et qui sera ensuite expulsée du FAO), empêchant ainsi notre participation. Depuis lors, nous avons axé notre activité sur les questions internes, mais surtout sur le travail social, que nous considérons être la priorité. Maintenant que ces questions se sont développées, nous sommes entrés dans une phase où nous pouvons repenser les relations avec les autres tendances présentes au Brésil.

Comme nous l'avons déjà dit, à part la tendance spécifique, il existe également une tendance synthésiste (que nous pourrions qualifier de non-spécifique). Assez développée, elle axe, en grande partie, son travail sur la question de la propagande anarchiste. Elle dispose de publications, de centres culturels, etc. Au sein de cette

tendance, il y a des groupes organisés et d'autres qui ne le sont pas, certains avec des activités très intéressantes et d'autres, moins. Sans que l'on puisse véritablement en expliquer la raison, la tradition au Brésil est davantage synthésiste que spécifique. De telle sorte que, quand il n'y pas vraiment de débat de fond sur le sujet, les groupes qui surgissent s'inscrivent plutôt dans cette tendance. Enfin, la troisième ligne, qui a mené l'individualisme et « l'anarchisme style de vie » jusqu'à ses ultimes conséquences (stirnériens, primitivistes, etc.), jouit d'une certaine représentativité.

T.L. – Quel type de relations la FARJ entretient-elle avec ces tendances ?

FARJ. – Suite aux problèmes avec les autres organisations spécifiques lors de la constitution du FAO, nous avons décidé de ne plus travailler avec elles. Nous jugeons également qu'il n'est pas possible de travailler avec les individualistes puisqu'ils défendent un anarchisme « style de vie », n'ayant pas pour objectif la lutte sociale. C'est pourquoi nous avons cherché, parmi les organisations non spécifiques, des groupes en accord avec un concept un peu plus large et que nous défendons, celui d'« anarchisme social ». Avec ces groupes, nous avons réalisé plusieurs projets, parmi lesquels des publications, des événements et d'autres activités.

T.L. – Et pour vous, que signifie l' « anarchisme social » ?

FARJ. – L'anarchisme social est un concept plus large que le « spécifisme ». Souhaitant dépasser la division classique entre les différents courants (anarchisme communiste/anarcho-syndicalisme/individualisme anarchiste), il cherche à regrouper en son sein les tendances de l'anarchisme attachées aux questions sociales (luttons, mouvements populaires, etc.) et au socialisme libertaire. C'est un courant, selon nous, qui est l'héritier de diverses traditions – anarcho-communisme, anarcho-syndicalisme, communisme antiautoritaire – ainsi que d'une série d'expériences pratiques menées depuis le XIX^e siècle jusqu'à nos jours.

Cet « anarchisme social » exclut les tendances individualistes et non socialistes de l'anarchisme, c'est-à-dire l'anarchisme qui n'a pas

pour objectif la lutte sociale, l'anarchisme qui ne se veut pas comme instrument de changement social. Cet « anarchisme social » prône un retour organisé aux luttes populaires, en encourageant la présence des anarchistes aux côtés des opprimés, dans une optique d'émancipation et de liberté. Il défend donc les concepts d'organisation et de travail/insertion sociale.

T.L. – Comment les gens perçoivent-ils votre action ? Y a-t-il une bonne réceptivité des idées libertaires dans les classes populaires ?

FARJ. – Les gens, les groupes et les mouvements sociaux réservent un bon accueil à toutes les activités que nous menons. Afin que notre travail soit bien accepté et respecté, nous devons éviter l'autoritarisme – qui existe malgré tout chez certains groupes anarchistes –, avoir l'humilité suffisante pour savoir écouter, réussir à construire ensemble, sans vouloir imposer notre forme de penser aux autres. Nous sommes persuadés que de nombreux projets n'aboutissent pas en raison d'une certaine arrogance, d'une certaine présomption et même d'un certain autoritarisme de groupes ou de personnes qui ne suivent pas ces concepts éthiques fondamentaux. Pour nous, l'éthique est un principe non négociable et l'un des piliers de notre organisation.

Nous considérons qu'en agissant selon notre éthique, nous obtenons et obtiendrons toujours plus de réceptivité et de respect. Notre relation, comme organisation politique anarchiste, avec le mouvement social en est l'exemple. De nombreux mouvements, fatigués des individus qui viennent seulement pour briller, pour leur dire quoi faire, pour leur faire valider leurs propres projets, pour les diriger, réclament désormais la présence de la FARJ. Ils nous manifestent donc du respect et démontrent une réceptivité à nos idées, principalement en raison du mode éthique selon lequel nous mettons en relation le politique (anarchiste) et le social (des mouvements sociaux).

Notre but consiste à lutter avec le peuple, non pour lui ou à sa tête. Contrairement aux autoritaires qui se considèrent comme une avant-garde éclairant la voie au peuple, nous croyons qu'il n'y a pas

de lumière qui ne s'allume pas collectivement. Nous n'avons pas à nous positionner en tête, illuminant la voie aux travailleurs, pendant que ceux-là même avancent en retrait, dans l'obscurité. Notre objectif est de stimuler, d'être côte à côte, d'offrir notre solidarité quand elle est nécessaire ou requise. Plus nous agissons avec éthique, plus la réceptivité et le respect augmentent. Elle est donc, selon nous, indispensable et non négociable.

T.L. – Dans quels secteurs de la population l'anarchisme se développe-t-il le plus : travailleurs, étudiants, population des quartiers défavorisés... ? Existe-t-il un profil particulier du militant brésilien actuel (origine sociale ou ethnique, classe sociale à laquelle il appartient, âge, niveau d'instruction, type d'emploi, sexe/genre...) ?

FARJ. – Ici, la grande majorité des organisations et des groupes anarchistes est composée d'étudiants et de travailleurs. Le profil n'est pas homogène, mais nous pouvons donner quelques pistes : il y a plus de blancs que de noirs, et pratiquement personne appartenant à d'autres groupes ethniques (indigènes, etc.). Il y a davantage de militants issus des classes moyennes et moyennes basses que des classes défavorisées ou très défavorisées. L'âge varie assez (dans la FARJ, par exemple, nous avons des jeunes autour de la vingtaine jusqu'à des militants plus âgés qui ont plus de cinquante ans). Il y a plus de militants qui possèdent un niveau universitaire que de militants sans. Au niveau des emplois, il y a un peu de tout. Enfin, il y a plus d'hommes que de femmes.

T.L. – Il me semble, mais il est possible que je me trompe, que l'anarchisme brésilien actuel est plutôt un phénomène urbain. Existe-t-il un travail (propagande, organisation...) en direction, ou issu, des travailleurs agricoles, des paysans sans terre, des communautés indigènes ?

FARJ. – Tu as raison. L'anarchisme au Brésil a toujours été plus urbain que rural. Cela ne signifie pas pour autant que les groupes qui réalisent un travail social n'aient aucune relation avec les Sans Terre, avec les communautés indigènes ou d'autres personnes issues du

milieu rural. Nous-mêmes, comme nous l'avons dit plus haut, sommes en contact avec le MST par l'intermédiaire d'un compagnon qui donne des cours de formation politique et diffuse l'anarchisme jusque là-bas. Selon les informations que nous avons, le MST (en particulier la base) est très réceptive aux idées anarchistes, et porte une grande attention à Magón et à la Révolution Mexicaine. Malgré cela, cette influence est beaucoup plus restreinte qu'en ville.

T.L. – Entretenez-vous des relations avec l'extrême-gauche brésilienne ? Travaillez-vous parfois ensemble ?

FARJ. – Cela dépend de ce que tu entends par « extrême-gauche ». Nous n'avons pas de relations avec les partis trotskistes ou bolcheviques, mais, sur le terrain, nous avons des liens avec des mouvements sociaux de différentes tendances ou influences. Nous avons par exemple, des contacts avec le Front de Lutte Populaire (FLP), le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST), le Mouvement des Travailleurs Sans Logis (MTST) et le Mouvement des Travailleurs Sans Emploi (MTD). Régulièrement, nous signons des documents ou des appels avec des organisations qui ne sont pas anarchistes mais qui se situent dans le large camp de ce que l'on peut appeler la gauche.

Ce fut le cas, par exemple, lors des manifestations contre la déviation du fleuve San Francisco et pour sauver la vie de Dom Cappio ⁴, lors de l'occupation de l'Agence Nationale du Pétrole (ANP) ou lors de la manifestation du « Cri des Exclus ». Nous sommes très peu sectaires et sommes disposés, dans la mesure du possible, à agir avec des gens ou des organisations d'une autre idéologie, mais en défendant toujours nos propres principes et en étant conscients des différences idéologiques qui nous distinguent.

⁴ Luís Flávio Cappio, évêque catholique du diocèse de Barra, Bahia, qui, dans les années 2005-2007, fit deux grèves de la faim pour protester contre le projet du gouvernement fédéral de détourner le Rio São Francisco.

T.L. – Comment réagit le gouvernement face à l'activité de la FARJ et des autres anarchistes brésiliens. Êtes-vous victimes de répression de la part de l'État ?

FARJ. – Le gouvernement ne réprime pas nécessairement « l'anarchisme ». Quand l'anarchisme est reclus dans un ghetto, quand il n'est qu'un « style de vie », une forme de sociabilité, une liberté esthétique ou une réflexion philosophique, et qu'il n'est pas impliqué dans les luttes et n'offre aucune possibilité de changement social, il est tranquillement « toléré » par l'État. La répression est proportionnelle à la quantité de travail social que fournissent les anarchistes. Plus il y a de travail, de mobilisation, de lutte, plus la répression se fait sentir. En ce qui nous concerne, c'est la même chose. L'anarchisme n'est pas réprimé comme courant de pensée, mais comme instrument de lutte.

T.L. – Dans quelle situation économique se trouve la FARJ ?

FARJ. – Nous sommes en perpétuelle difficulté, car le financement de nos activités ne provient que des dons des militants. Actuellement, le maintien du CCS-RJ représente une grande partie de nos frais. Le journal *Libera*, bien qu'il n'ait qu'une périodicité réduite, constitue une autre dépense. Il est édité et envoyé dans tout le Brésil et dans le monde entier grâce aux dons de quelques militants et aux quelques contributions de lecteurs. Les autres publications (*Protesta !* et les livres), même si elles reviennent cher, rapportent de l'argent au fur et à mesure qu'elles se vendent. C'est toujours la même logique : les militants donnent (quand l'argent ne reviendra pas) ou prêtent (quand ils peuvent le récupérer). Quoi qu'il en soit, nos finances sont toujours en dessous de nos besoins.

T.L. – Avez-vous d'autres difficultés ?

FARJ. – Bien sûr. Outre les besoins économiques, les ressources humaines constituent une de nos principales difficultés. Le nombre de nos militants est toujours inférieur au travail que nous devons fournir. Résoudre ce problème (ou au moins le minimiser) est donc un de nos grands objectifs pour 2008. Nous devons également nous défendre des accusations et des imputations diverses provenant

généralement des secteurs marxistes (et même de quelques anarchistes). De plus, nous savons que la tâche à laquelle nous nous attelons, celle de changer le monde, n'est sûrement pas chose facile. Mais nous croyons qu'avec humilité et beaucoup de persévérance, nous pouvons y contribuer.

T.L. – Au niveau international, avec qui entretenez-vous des contacts et des liens, d'abord en Amérique Latine puis dans le reste du monde ?

FARJ. – En Amérique Latine, nous sommes en contact (à différents niveaux) avec les groupes et organisation suivantes : L'Alliance Magoniste Zapatiste (AMZ) et le Collectif Autonome Magoniste (CAMA), toutes deux au Mexique ; la Pro-Fédération Anarchiste du Costa Rica ; la Fédération Anarchiste Uruguayenne (FAU) et le Collectif Pro-Organisation Socialiste Libertaire, en Uruguay ; le Réseau Libertaire, l'Organisation Socialiste Libertaire et le Front Populaire Darío Santillán, en Argentine ; le journal *El Libertario* au Venezuela ; et le groupe Qhispiqay Llaqta au Pérou. Nous cherchons actuellement à établir des contacts avec d'autres organisations.

En Europe, nous avons des relations avec la CNT Vignoles, la Fondation Pierre-Besnard et la Fédération Anarchiste, toutes en France ; le Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (CIRA) de Lausanne en Suisse ; le journal *A Batalha*, au Portugal ; avec vous de *Divergences...* Nos publications, comme *Libera*, depuis plusieurs années, et maintenant *Protesta !*, sont envoyées à des dizaines de groupes. En échange, ils nous envoient les leurs, qui viennent enrichir les archives de notre bibliothèque. Nous croyons, comme nous l'avons dit plus haut, que le temps est venu de repenser et d'approfondir les relations avec les autres.

T.L. – Peut-on parler d'une résurgence du mouvement anarchiste en Amérique Latine ? Et au Brésil ? Quelle est votre opinion ?

FARJ. – Notre impression est que le nombre de militants et de groupes n'a pas augmenté de manière significative. C'est pourquoi

nous ne croyons pas que l'anarchisme en Amérique Latine se développe quantitativement. Cependant on ne peut pas nier que ces groupes sont toujours plus organisés. En conséquence de quoi la force et la portée de l'anarchisme augmente, d'où l'impression peut-être d'une « résurgence ». Dans ce sens, pour nous, la croissance est plutôt qualitative que quantitative.

T. L. – Peut-on considérer que le mouvement anarchiste brésilien, et plus généralement latino-américain possède une spécificité propre, c'est-à-dire, des traits particuliers, des considérations idéologiques ou pratiques, qui le différencieraient de l'anarchisme européen ?

FARJ. – A notre avis, il y a des traits communs entre les réalités latino-américaine et européenne, mais le contexte et l'histoire ne sont pas les mêmes. Les considérations idéologiques quant à elles ne sont pas très différentes. Notre défi consiste donc à réfléchir à comment appliquer l'anarchisme, c'est-à-dire ces considérations idéologiques, dans le contexte dans lequel nous sommes ; comment agir avec un peuple qui est le fruit d'une histoire de colonialisme, d'esclavage et qui a reçu, de la réalité européenne, des influences très diverses. Selon nous, cette différence est plus stratégique qu'idéologique.

Le point de départ n'étant pas le même, le diagnostic de la réalité dans laquelle nous agissons s'en trouve complètement modifié et cela a des conséquences sur nos objectifs stratégiques et tactiques. Parmi quelques-unes des différences basiques qui nous distinguent, citons : les méthodes et le rôle de l'État dans la société ; les révolutions par lesquelles sont passés de nombreux pays d'Europe et qu'il n'y pas eu ici ; le niveau de pauvreté, d'inégalité et d'éducation ; le crime organisé ; les conséquences du processus de « globalisation économique » ; des traits culturels particuliers. Toutes ces différences nous obligent donc à adapter notre façon d'agir.

T.L. – Une grande partie des pays d'Amérique Latine ont actuellement à leur tête des gouvernements de gauche, ou qui se revendiquent comme tels : Lula au Brésil, Bachelet au Chili,

Morales en Bolivie, Chávez au Venezuela... Quelle est votre position face à cette situation ? Comment l'analysez-vous ?

FARJ. – Selon nous, cette vague progressiste de gouvernements « de gauche » est le résultat des flux et reflux du capitalisme qui permettent à ces gouvernements d'être élus, en suivant une position plus progressiste, en soutenant un discours plus « populaire », mais en administrant le capital en faveur de l'élite économique. Nous ne sommes pas en train d'affirmer qu'une dictature reviendrait au même – cela serait un contresens total de notre part. Cependant, le fait que ces gouvernements progressistes aient tendance à calmer les mouvements sociaux les plus combattifs, les incitant à agir depuis les sphères de l'État, en leur offrant « un espace institutionnel », doit être mis en question.

Ces mouvements abandonnent alors l'action directe, collaborent avec l'État et commencent à penser qu'un gouvernement comme celui de Lula, par exemple, est un gouvernement « populaire », capable de réaliser les changements nécessaires. Lula, même s'il a augmenté les aides sociales pour les classes les plus exploitées, soutient, en même temps, une politique économique qui bénéficie aux banques et au capital transnational – politique qui est la grande responsable de l'exploitation du peuple. Enfin, nous pensons que ce nouveau contexte requiert une analyse plus pointue de notre part, car les contradictions du capitalisme sont mieux dissimulées. Cela exige une plus grande formation des militants.

T.L. – Avec le mouvement « altermondialiste », le modèle de démocratie participative expérimenté à Porto Alegre est devenu très célèbre. Quelle est votre avis sur ce sujet ?

FARJ. – L'anarchisme défend un modèle d'autogestion qui est avant tout délibératif. Le modèle de démocratie participative de Porto Alegre est semblable au mouvement de cogestion dans les entreprises capitalistes. Les travailleurs sont écoutés lors des prises de décision par les administrateurs et les patrons, mais cette participation sert avant tout à améliorer l'investissement des employés au sein de l'entreprise et les résultats financiers. Selon nous, tout système de « démocratisation » – qu'il soit dans une

entreprise du secteur privé, ou dans une instance de l'État (comme c'est le cas de Porto Alegre) – doit venir d'en bas, comme une exigence des classes les plus exploitées, afin que les décisions soient prises en leur faveur. Porto Alegre défend un modèle consultatif de démocratie dans lequel l'État vient, depuis en haut, demander à ses citoyens ce qu'ils veulent. Mais il n'a aucune obligation d'appliquer ce qui a été décidé et fait ce que bon lui semble.

C'est la même démarche que l'entreprise qui demande à ses employés comment faire pour améliorer le travail. Ce modèle est radicalement différent des mobilisations de la base qui, de bas en haut, s'organisent pour obliger l'État à garantir des avancées sociales ou contraindre l'entreprise à augmenter les salaires. Malgré cela, on ne peut nier que tout modèle qui favorise le débat, et qui puisse, d'une manière ou d'une autre, lutter contre la culture de l'indifférence et de la délégation politique, en stimulant la participation populaire, possède des aspects positifs. Dans ce contexte, nous agissons pour que ce phénomène vienne d'en bas et surtout pour qu'il soit considéré comme un moyen d'aller plus loin et non comme une fin en soi.

T.L. – En France, on sait peu de chose sur le Brésil. A part les clichés touristiques (le Carnaval, Copacabana...), le plus connu sont les favelas et leur relation avec le trafic de drogues, la violence, la misère... Quelle est réellement la situation dans ces quartiers ?

FARJ. – Le Brésil est un pays aux dimensions continentales (en surface, c'est le cinquième pays le plus grand du monde), occupant presque la moitié de l'Amérique du Sud. En plus du District Fédéral, 26 États sont « fédérés ». Sa population est de plus de 180 millions d'habitants. Le Brésil possède l'économie la plus développée d'Amérique Latine, avec un PIB dépassant 2 500 milliards de reales (plus de 1 500 milliards de dollars). Cependant, c'est un pays qui connaît de graves problèmes sociaux. L'inégalité sociale est extrêmement prononcée. Par exemple, les revenus moyens des 10 % les plus riches sont 28 fois supérieurs aux revenus des 40 % les plus pauvres. Aux États-Unis, la proportion est de 5 fois, en Argentine de

10 et en Colombie de 15. La population très pauvre du Brésil représente 30 %, quand dans d'autres pays aux revenus équivalents, elle n'est que de 10 %. Officiellement, le taux de chômage est de 10 % et presque 40 % de la population est semi-analphabète (dont 10 % environ l'est totalement). Il y a de graves problèmes de logement. Outre le manque d'habitations, le pays compte de nombreux immeubles qui, du fait de la spéculation ou autre, ne sont pas occupés. Le système de santé est précaire, de même que celui des transports publics. Le Brésil est donc un pays riche, mais qui maintient un abîme entre quelques-uns, qui profitent de cette richesse, et la grande majorité qui en subit les conséquences.

Ce que l'on voit sur les favelas et le trafic de drogues a sans doute lieu à Rio de Janeiro. La situation n'est pas tout à fait la même dans le reste du pays où la pauvreté se manifeste sous des formes différentes. A São Paulo, par exemple, suivant un processus de « nettoyage social », les pauvres sont expulsés toujours plus loin, là où on ne peut plus les voir. A Rio de Janeiro, la situation est différente. La configuration de la ville, avec ses collines, laisse davantage apparaître la misère aux classes moyennes et élevées. L'absence de l'État – qui n'a presque rien ici de « protecteur » et ne fonctionne qu'en terme de répression – a créé un espace de pouvoir dans les collines cariocas dont s'est emparé le trafic, géré par une sorte de mafia brésilienne. C'est une organisation extrêmement verticale et autoritaire avec des fins et des moyens capitalistes. Si le trafic, dans les favelas, apporte un peu d'argent, de travail, etc., au peuple, dans le même temps, il opprime, domine et exploite les gens, se convertissant ainsi en un véritable « micro-État »

T.L. – Justement, dans ces endroits, où l'État n'intervient quasiment que pour réprimer, j'imagine que la population doit recourir à sa créativité et à ses capacités d'auto-organisation pour résoudre directement une partie de ces problèmes. N'y aurait-il pas ici un espace pour articuler certaines pratiques d'auto-organisation populaire avec le projet autogestionnaire libertaire ?

FARJ. – Cela ne se passe pas tout à fait comme cela. Ce n'est pas parce que l'État n'est pas présent que nécessairement surgissent la créativité et l'auto-organisation. L'État est nécessaire pour soutenir le capitalisme, mais être sans État ne signifie pas que nous serons sans capitalisme ou d'autres formes de domination ; les idées et les pratiques libertaires ne surgiront pas automatiquement. Selon nous, croire cela est une erreur. Le néolibéralisme et les ultralibéraux sont là pour nous le prouver. Si la critique de l'État et les tentatives de minimiser son rôle ne sont pas accompagnées d'un questionnement très sérieux du capitalisme et des autres formes de domination, il n'y aura pas de créativité, pas d'autogestion ; en résumé il n'y aura pas d'anarchisme. Il ne faut pas négliger le poids de l'idéologie, transformée désormais en culture et transmise par les moyens de communication les plus variés, et du phénomène de domination, qui fait partie intégrante de l'histoire du Brésil et même du monde entier.

Partisans de l'anarchisme « volontariste » de Malatesta, nous pensons que le rôle des anarchistes est d'être là où se dévoilent les contradictions du capitalisme et les relations de domination dans la société, en s'organisant afin de constituer un instrument de lutte. Selon nous, c'est seulement au milieu des contradictions du système que l'anarchisme peut trouver les conditions de s'épanouir. C'est l'idée de l'anarchiste portugais Neno Vasco (qui appartenait aux « organisationnistes » malatestiens cités auparavant) qui affirmait que nous devons semer nos graines dans le terrain le plus fertile. Nous considérons que les graines de l'anarchisme doivent être semées au milieu de la lutte des classes et aux endroits où les relations de domination (principalement du capitalisme) sont les plus explicites.

Avec une présence anarchiste forte à ces endroits, quand les contradictions et les luttes sont le plus apparentes, l'anarchisme représentera une alternative. Mais, si l'anarchisme n'est pas suffisamment propagé, il perdra ces opportunités, restera en marge des événements et manquera le train de l'histoire. Au vu de notre expérience, quand l'anarchisme est diffusé parmi le peuple exploité, il obtient une bonne réceptivité. Nous pouvons alors travailler sur des questions comme l'anticapitalisme, l'action directe, la démocratie

directe et l'autogestion (ou auto-organisation). Si nous ne sommes pas présents, d'autres idées feront surface et seront responsables de la prolongation de la domination et de l'exploitation.

T.L. – Pour en savoir plus sur la FARJ, où peut-on trouver du matériel ou prendre contact ?

FARJ. – Nos coordonnées se trouvent à la fin de l'entretien. Nous suggérons de visiter notre site (même s'il n'est pas très complet) ; il s'y trouve des informations sur nos activités, les documents cités plus haut, quelques articles, des communiqués et des interviews, quelques *Libera*, des informations sur les livres que nous avons publiés, etc. On peut également nous écrire. Pour ceux qui sont à Rio de Janeiro, il est possible d'organiser une rencontre et de connaître ainsi directement nos activités. Enfin, certains de nos textes et de nos documents peuvent être consultés sur les sites : anarkismo.net, fondation-besnard.org, divergences.be, midia independente.org, parmi d'autres. Ils ne sont pas très difficiles à trouver.

T.L. – Pour finir, avez-vous un message à adresser aux compagnons d'autres pays ?

FARJ. – Nous souhaiterions établir des contacts avec des groupes et des organisations qui partagent des affinités avec nos travaux et nos points de vue. Nous sommes convaincus qu'il est urgent de connecter tous ceux qui sont disposés à travailler pour un anarchisme social. De plus, nous souhaiterions remercier tous les groupes et toutes les organisations qui, depuis les endroits les plus divers, nous apportent leur soutien.

Federação Anarquista do Rio de Janeiro
(FARJ)

Caixa Postal 14.576 ; CEP 22412-970 ;

Río de Janeiro/RJ, Brasil

www.farj.org

farj@riseup.net

Related Link : <http://www.farj.org>